

Le Conseil québécois LGBT présente

L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS LGBTQ+ : BEAUCOUP DE QUESTIONS, PEU DE RÉPONSES

Intervention réalisée sur invitation de la *Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs*, le 21 janvier 2020, à Montréal

Introduction

À titre de regroupement unifiant plus de 40 organismes et associations LGBT partout au Québec, le Conseil québécois LGBT est fier d'avoir été invité par la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs pour se prononcer sur certains enjeux particuliers touchant sa communauté.

La mission de notre organisme est de défendre les droits collectifs des personnes LGBTQ+ au Québec, et nous avons donc participé à faire évoluer les lois, les règlements et les politiques de notre belle province depuis maintenant 25 ans.

Nous avons collaboré et collaborons toujours avec le *Secrétariat à la condition féminine* au Québec et le *Ministère des femmes et de l'égalité des genres* à Ottawa pour faire de la recherche sur les violences particulières qui touchent les communautés LGBTQ+, en plus de former et informer la population québécoise sur ces enjeux. Nos recherches se sont toutefois toujours portées sur des personnes adultes, et c'est seulement en collaboration avec des organismes spécialisés sur les enjeux jeunesse, particulièrement la Coalition des groupes jeunesse LGBTQ+, que nous arrivons à être quelque peu informé.e.s sur les particularités de cette population. Cela dit, après discussion avec cette dernière, même la Coalition n'a que très peu d'information sur le sujet qui intéresse la Commission aujourd'hui.

Le présent document fait donc état de connaissances fort limitées en la matière, non pas parce qu'il n'y a pas de mineurs LGBTQ+ qui sont en situation d'exploitation sexuelle ou qui font du travail du sexe, mais parce qu'il n'existe que très peu de recherches sur ce sujet, et que nous n'avons pas eu accès à ces recherches dans le temps limité qui nous était imparti.

Nous vous remercions toutefois de votre confiance, et espérons vous aiguiller dans une direction qui permettra une prise en compte adéquate et respectueuse des personnes LGBTQ+ dans votre rapport.

Les questions

En amont de cette consultation, nous avons reçu plusieurs questions de la *Commission* à laquelle nous tenterons de répondre. Les voici :

- Quel portrait faites-vous de l'exploitation sexuelle des personnes mineures dans la communauté LGBT?
- Comment faire en sorte que les mesures de sensibilisation et de prévention rejoignent les garçons victimes d'exploitation sexuelle?
- Comment lutter contre la demande de services sexuels dans la communauté LGBT?
- Comment les services destinés aux victimes pourraient-ils mieux rejoindre les garçons et les jeunes de la communauté LGBT?

Nous les décortiquerons une à une dans les prochaines lignes; toutefois, quelques éléments doivent être notés quant à l'ensemble des questions, ainsi qu'au document de consultation que nous avons reçu par courriel.

En effet, nous avons été déçu.e.s de constater que la formulation-même des questions est chargée de présupposés sur les personnes LGBTQ+, leurs préférences et leurs comportements sexuels. On ne peut mettre toute la communauté LGBTQ+ dans un seul bateau : si les

statistiques sur la violence subie par les adultes peuvent nous démontrer quelque chose, c'est bien que les réalités varient énormément entre les femmes cisgenres lesbiennes, les hommes cisgenres gais, les personnes bisexuelles, les personnes trans – qu'elles soient LGBT ou non – et les personnes queers. Ces questions mettent l'accent sur la situation des garçons, comme s'il s'agissait nécessairement de garçons LGBTQ+ qui vivent cette exploitation, ou comme si les hommes qui abusent des garçons sont nécessairement gais ou bisexuels. Il s'agit d'un amalgame dangereux entre homosexualité et pédophilie.

Qui plus est, dans le document de consultation, il est mentionné que « Des minorités sexuelles (transgenres, non binaires, etc.) peuvent aussi devenir victimes d'exploitation sexuelle. Pour certaines personnes, la vulnérabilité découle des coûts associés aux chirurgies de réassignation sexuelle » (p. 8) En-dehors du fait qu'il n'y ait pas de référence associée à cette affirmation, un problème en soi, nous devons également rectifier les faits. Certains jeunes vont effectivement chercher à avoir du soutien social ou financier pour leur transition – légale et/ou médicale – mais ce n'est pas la transition elle-même qui la cause de la vulnérabilité! La recherche d'un bien-être dont les jeunes ont été tant privés peut passer par le désir de transition, mais de le nommer comme cause revient à généraliser sur des parcours infiniment plus complexes.

Question 1 : Quel portrait faites-vous de l'exploitation sexuelle des personnes mineures dans la communauté LGBT?

D'emblée, lorsque nous focusons sur la seule idée de l'exploitation des mineur.e.s, on doit considérer en tout premier lieu que l'augmentation des facteurs de vulnérabilité des jeunes LGBTQ+ survient lorsque ceux-ci sont en questionnement sur leur orientation sexuelle ou leur identité de genre et qu'ils sont aux prises avec un entourage fermé, voire violent, vis-à-vis de qui ils sont lorsqu'ils en parlent ou qu'ils sont forcé.e.s d'en parler.

Cela dit, de manière générale, nous ne savons pratiquement rien sur l'exploitation sexuelle des mineurs LGBTQ+, notamment parce que personne ne s'y est vraiment intéressé jusqu'à

maintenant, ce qui alimente les préjugés et présupposés sur ces jeunes. Nous savons que certains de ces jeunes fréquentent les organismes LGBTQ+ mais ils parleront de leur situation seulement si la confidentialité leur est garantie, et qu'ils savent que leurs confidences seront reçues sans jugement.

Nous savons aussi que les jeunes LGBTQ+ font partie de réseaux différents dans des espaces spécifiques, en-dehors de ce qui se fait avec les jeunes filles pendant la F1, par exemple – ce n'est pas dire, par contre, qu'il n'y a pas de filles LGBTQ+ parmi celles-ci.

Nous nous questionnons, comme vous, à savoir pourquoi des jeunes se retrouvent dans ces situations, au-delà du rejet de leur entourage vis-à-vis de leur identité ou de leur orientation. Nous croyons qu'une meilleure compréhension du « pourquoi » aiderait à la prévention en amont, là où on peut avoir le plus grand impact.

À notre connaissance, il n'y a jamais eu de recherche québécoise publiée sur les jeunes LGBTQ+ en situation d'exploitation sexuelle. Si vous souhaitez qu'une telle recherche voie le jour, nous vous recommandons qu'un partenariat de recherche entre la Coalition des groupes jeunesse LGBTQ+ et la Chaire de recherche sur l'homophobie de l'UQAM soit financé.

Question 2 : Comment faire en sorte que les mesures de sensibilisation et de prévention rejoignent les garçons victimes d'exploitation sexuelle?

Question 4 : Comment les services destinés aux victimes pourraient-ils mieux rejoindre les garçons et les jeunes de la communauté LGBT?

Il est clair, pour le CQ-LGBT et ses partenaires, que l'exploitation sexuelle des jeunes garçons est organisée différemment que celle visant les jeunes filles. À ce sujet, nous vous recommandons de consulter l'organisme REZO ici à Montréal, dont le programme **Travail du sexe** existe depuis 1998 et permet parfois d'atteindre des mineurs. Nous croyons que l'expertise de REZO permettrait de mieux comprendre de quoi les garçons ont besoin pour

être mieux rejoints, en parlant directement avec des jeunes hommes qui ont commencé le travail du sexe avant d'avoir 18 ans.

Nous souhaitons toutefois vous prévenir que des programmes de prévention et des services élaborés sans la collaboration des survivant.e.s d'exploitation ou des jeunes adultes qui font le travail du sexe actuellement seront assurément inefficaces.

Question 3 : Comment lutter contre la demande de services sexuels dans la communauté LGBT?

Nous n'allons pas et n'allons jamais « lutter contre la demande de services sexuels dans la communauté LGBT » parce que nous ne faisons pas d'amalgame entre le travail du sexe et l'exploitation sexuelle des mineurs, et nous sommes un organisme qui défend les droits et intérêts de toute la communauté LGBT, y compris les travailleuses et travailleurs du sexe.

Si la question vise à discuter de la lutte contre la demande de services sexuels prodigués par des mineurs, nous croyons qu'il est grand temps que le discours public autour des personnes LGBTQ+ change drastiquement. Nous sommes encore victimes de préjugés qui justifient la violence à notre égard, que ce soit l'idée que les garçons sont « capables de se défendre » et que s'ils ne sont pas capables, qu'ils méritent ce qu'ils reçoivent, ou alors que la violence entre hommes est nécessaire puisque c'est comme ça que les hommes sont. De même, les personnes trans – homme, femme ou non binaires – sont encore vus comme des bêtes de cirque, voire des objets desquels on peut se servir pour ensuite en disposer et dont personne ne se souciera. Si on les considérait comme des humain.e.s sujets de leur propre vie, on ne les traiterait pas de cette manière. Les filles lesbiennes subissent aussi des préjugés violents : il n'y a qu'un pas à faire entre « si seulement elle avait trouvé le bon gars, elle serait pas de même! » et « je vais lui montrer moi c'est quoi une bonne graine ». Quant aux personnes bisexuelles, elles ne sont pas « hypersexualisées » comme on voudrait bien leur faire croire; elles subissent l'hypersexualisation qu'on leur impose, où on les dessine comme des nymphomanes

infatigables « qui n'attendent que ça », encore plus lorsqu'il s'agit d'adolescent.e.s dont on dira qu'ils vivent « une phase ». Il s'agit de stéréotypes dommageables non seulement pour la construction de l'identité de l'adolescent.e, mais aussi d'obstacles à la recherche de soutien social et émotif.

Conclusion

En raison du temps limité dont nous avons disposé pour écrire ce court mémoire, nous n'avons pas parlé des spécificités des personnes LGBTQ+ qui sont aussi autochtones, et des personnes LGBTQ+ qui sont aussi racisées ou ethnicisées. Nous aimerions toutefois signifier que les enjeux nommés ci-haut sont généralement vécus exponentiellement par les personnes qui cumulent ces identités. Nous espérons que les voix autochtones et racisées seront tout de même entendues durant cette consultation ou alors, le cas échéant, que la Commission sera disposée à aller chercher précisément ces réalités si elles étaient insuffisamment représentées.

Ressources et organismes partenaires:

Pratiques d'ouverture envers les jeunes LGBTQIA2S en situation d'itinérance : Guide destiné aux organismes d'aide en itinérance ou qui œuvrent auprès de personnes à risque d'itinérance, créé par la Coalition des groupes jeunesse LGBTQ+

<https://coalitionjeunesse.org/wp-content/uploads/2019/11/guide-itinerance-nov2019-final.pdf>

Formations du PIAMP (Projet d'intervention auprès des mineur.e.s prostitué.e.s)

<http://piamp.net/sensibilisation/>

Programme Travail du sexe de l'organisme REZO (Santé et mieux-être des hommes gais et bisexuels, cis et trans).

<https://www.rezosante.org/nos-services/programme-travail-du-sexe/>